

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 8–11 novembre 2010

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2010/9-B/3**  
30 septembre 2010  
ORIGINAL: ANGLAIS

## AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROJET DE DÉVELOPPEMENT RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO 100781

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	16 484 847	3 098 470	19 583 317
Coût total pour le PAM	32 179 558	6 186 614	38 366 172

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

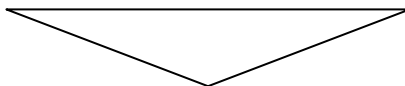
Directeur régional, ODB\*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Bangkok (Asie)

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire d'un montant de 6,2 millions de dollars É.-U. pour le projet de développement République démocratique populaire lao 100781 (WFP/EB.2/2010/9-B/3), qui sera prolongé de 12 mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. Une révision budgétaire du projet de développement République démocratique populaire lao 100781 est proposée pour:
  - prolonger le projet de 12 mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011, afin de faire concorder les futures activités de développement et le prochain cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui commencera en 2012;
  - fournir 6 408 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, d'une valeur de 3,1 millions de dollars, en vue de répondre aux besoins de 614 000 bénéficiaires;
  - dégager un montant de 3,1 millions de dollars au titre du transport extérieur, du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention, des autres coûts opérationnels directs, des coûts d'appui directs et des coûts d'appui indirects; et
  - continuer d'appuyer la transition vers un programme national d'alimentation scolaire.

## JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

### Résumé des activités actuelles du projet

2. La République démocratique populaire lao fait partie des pays les moins avancés et ses indicateurs de développement humain sont peu satisfaisants. Le taux de scolarisation en primaire n'est que de 51 pour cent pour les filles<sup>1</sup>, en particulier dans les minorités ethniques vivant dans des zones reculées, ce qui est incontestablement un grave problème. À son huitième Congrès, le Parti révolutionnaire populaire lao a reconnu que l'éducation était un élément essentiel du développement socio-économique. Le cadre de développement du secteur de l'éducation (2009–2015) vise à améliorer l'accès à l'éducation grâce à des activités telles que l'alimentation scolaire.
3. Le programme d'alimentation scolaire du PAM a débuté en 2002, dans le cadre d'un projet de développement visant à lutter contre l'insécurité alimentaire des ménages et la faiblesse du niveau d'instruction qui entravait le développement, surtout celui des filles des zones rurales des provinces d'Oudomxay, de Luangnamtha et de Phongsaly au nord du pays. Une deuxième phase, entamée en 2005, a permis en 2009 d'étendre les activités aux provinces de Saravane, de Sekong et d'Attapeu au sud, où les taux d'inscription sont parmi les plus faibles du pays.
4. Outre le projet de développement 100781, le PAM mène notamment les opérations suivantes: l'intervention prolongée de secours et de redressement 105660, qui comprend des distributions de vivres ciblées pour faire face aux catastrophes naturelles répétées et des activités Vivres contre travail pour créer des avoirs communautaires, et le projet de développement 200129, qui est axé sur la santé et la nutrition maternelles et infantiles.

<sup>1</sup> Gouvernement de la République démocratique populaire lao/Organisation des Nations Unies, 2008. *Millennium Development Goals Progress Report, Lao People's Democratic Republic* (Objectifs du Millénaire pour le développement - Rapport intermédiaire de la République démocratique populaire lao) Vientiane.

## Conclusions et recommandations issues de la nouvelle évaluation des besoins

5. Selon l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité menée en 2007, les deux tiers de la population rurale étaient en situation d'insécurité alimentaire ou risquaient de le devenir si leurs moyens de subsistance venaient à subir un ou plusieurs chocs au cours d'une même année. Une évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence réalisée en novembre 2009 dans le nord du pays a confirmé qu'il existait un lien entre l'isolement et l'absence de perspectives économiques, la pauvreté et la faiblesse du taux de fréquentation scolaire.
6. En 2008, une évaluation à mi-parcours de l'alimentation scolaire a analysé les questions relatives à la prise en main des programmes par le Gouvernement et à leur pérennisation. Les recommandations, qui sont actuellement mises en œuvre, sont notamment les suivantes: établir une stratégie de renforcement des capacités et de transition, créer une unité d'exécution nationale, renforcer les mécanismes de coordination et demander à prendre part à l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous.
7. L'évaluation du portefeuille de pays du PAM menée en 2009 a confirmé la pertinence de l'alimentation scolaire; elle a mis en lumière sa concordance avec le cadre national de développement de l'éducation, la place importante accordée à la participation des communautés et les systèmes améliorés de suivi et d'évaluation en place. Une nouvelle stratégie de pays quinquennale est en train d'être élaborée pour donner suite à la recommandation invitant le PAM à fixer un objectif unificateur pour ses activités.
8. La principale recommandation formulée lors d'un atelier organisé en mars 2010 pour les parties prenantes par le Ministère de l'éducation, le PAM et la Banque mondiale en vue d'engager le transfert des responsabilités en matière d'alimentation scolaire préconisait que le Gouvernement prenne cette activité en main dès que possible.

## Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

9. Le PAM fera concorder le programme d'alimentation scolaire avec le cycle national de planification et le Plan-cadre (2012–2016). La présente révision budgétaire correspond à une phase intermédiaire, allant de janvier à décembre 2011; elle sera suivie d'un nouveau programme de pays du PAM qui comprendra des activités d'alimentation scolaire.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ<sup>2</sup></b>			
	<b>Bénéficiaires*</b>		
<b>Activité</b>	<b>Nombre actuel</b>	<b>Augmentation<sup>3</sup></b>	<b>Nombre révisé</b>
Ration à emporter	557 000	50 000	607 000
Collation de milieu de matinée	195 000	18 000	213 000
<b>TOTAL</b>	<b>564 000*</b>	<b>50 000*</b>	<b>614 000*</b>

\* Le fait que certains bénéficiaires reçoivent à la fois une collation en milieu de matinée et une ration à emporter est pris en compte dans les totaux.

<sup>2</sup> Les bénéficiaires des rations à emporter comprennent les élèves du primaire et leur famille. Les bénéficiaires des collations de milieu de matinée sont les élèves du primaire et les enfants d'âge préscolaire. Les cuisiniers et les magasiniers bénéficient de mesures d'incitation pour leur travail et sont comptabilisés parmi les bénéficiaires.

<sup>3</sup> Augmentation due à l'accroissement annuel du nombre d'élèves inscrits.

10. Le programme d'alimentation scolaire contribue à la réalisation de l'Objectif stratégique 5. La République démocratique populaire lao est l'un des deux pays asiatiques dans lesquels la nouvelle approche du PAM en matière d'alimentation scolaire durable et de transition est mise à l'essai. En consultation avec les parties prenantes du Groupe de travail sur le secteur de l'éducation, le PAM et le Ministère de l'éducation s'emploient à établir un programme national d'alimentation scolaire. Le financement accordé par l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous de la Banque mondiale, approuvé en mai 2010, comprend des crédits destinés à couvrir un programme d'alimentation scolaire géré au niveau national, ainsi que les coûts encourus par le Gouvernement.
11. Un accord de partenariat a été signé en avril 2010 entre le Ministère de l'éducation, la Banque mondiale et le PAM, en vue d'appuyer la transition. Le PAM assure soutien opérationnel et renforcement des capacités; la Banque mondiale apporte son concours dans le domaine technique et pour ce qui est de la gestion financière. Le PAM appuiera l'élaboration de principes d'action, l'organisation de stages de formation dans les domaines de la passation de marchés, de la logistique et du suivi et de l'évaluation, de stages de formation en cours d'emploi, d'ateliers et de voyages d'étude, et la formulation de directives pour la passation des marchés. La plupart de ces activités seront financées par le Gouvernement grâce à des contributions confirmées de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous.

## BESOINS

12. Pour prolonger le projet du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011, il faut fournir 6 408 tonnes de vivres supplémentaires pour un montant de 3,1 millions de dollars. La révision budgétaire tient compte de la réduction de la taille de la ration à emporter, qui a été convenue entre le PAM et le Ministère de l'éducation.

TABLEAU 2: RATIONS, PAR TYPE D'ACTIVITÉ				
Composante	Participants	Produits alimentaires	Quantité	Fréquence des distributions
Collation de milieu de matinée	Élèves du primaire et enfants d'âge préscolaire	Mélange maïs-soja Sucre Huile	50 g 10 g 10 g	Chaque jour de classe (166 jours par année scolaire)
Ration à emporter	Filles scolarisées dans le primaire	Riz	10 kg	i) Premier semestre: une distribution au moment de l'inscription en septembre (ii) Second semestre: une distribution à la fin de l'année scolaire en mai, si l'élève passe l'examen final
		Sel	0,5 kg	i) Premier semestre: une distribution au moment de l'inscription en septembre (ii) Second semestre: une distribution à la fin de l'année scolaire en mai, si l'élève passe l'examen final
	Garçons scolarisés dans le primaire	Riz	10 kg	i) Premier semestre: une distribution au moment de l'inscription en septembre (ii) Second semestre: une distribution à la fin de l'année scolaire en mai, si l'élève

<b>TABLEAU 2: RATIONS, PAR TYPE D'ACTIVITÉ</b>				
<b>Composante</b>	<b>Participants</b>	<b>Produits alimentaires</b>	<b>Quantité</b>	<b>Fréquence des distributions</b>
				passé l'examen final
Ration à emporter pour les pensionnaires	Élèves en internat	Riz	20 kg	i) Premier semestre: une distribution au moment de l'inscription en septembre (ii) Second semestre: une distribution à la fin de l'année scolaire en mai, si l'élève passe l'examen final
Mesures d'incitation	Magasiniers (1 par école)	Riz	30 kg	i) Premier semestre: une distribution après la livraison des vivres à l'école si le magasinier accepte de tenir des registres et de gérer le magasin ii) Second semestre: une distribution à la fin de l'année scolaire en mai, si le magasin a été régulièrement ouvert et si des registres ont été tenus
	Cuisiniers (1 cuisinier/50 élèves)	Riz	30 kg	i) Premier semestre: une distribution après la livraison des vivres à l'école si le cuisinier accepte de préparer un repas chaque jour de classe ii) Second semestre: une distribution à la fin de l'année scolaire en mai, si un repas a été préparé chaque jour de classe

<b>TABLEAU 3: QUANTITÉ DE PRODUITS ALIMENTAIRES NÉCESSAIRE, PAR TYPE D'ACTIVITÉ (en tonnes)</b>			
<b>Activité</b>	<b>Chiffes actuels</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Chiffres révisés</b>
Ration à emporter	19 736	3 824	23 560
Collation de milieu de matinée	10 102	2 584	12 686
<b>TOTAL</b>	<b>29 838</b>	<b>6 408</b>	<b>36 246</b>

## ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Denrées	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	Valeur (dollars)
Céréales <sup>1</sup>	4 255	1 744 550	
Huile et matières grasses	297	344 520	
Aliments mélangés et composés	1 484	816 200	
Autres	372	193 200	
<b>Total produits alimentaires</b>	<b>6 408</b>	<b>3 098 470</b>	<b>3 098 470</b>
Transport extérieur			260 937
Transport terrestre, entreposage et manutention			1 045 209
Autres coûts opérationnels directs			241 688
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir annexe I-B)			1 135 578
<b>Total des coûts directs pour le PAM</b>			<b>5 781 882</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			404 732
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>6 186 614</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation. Le contenu peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



## ANNEXE I-B

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et dépenses connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	370 639
Administrateurs recrutés sur le plan national	17 239
Agents des services généraux recrutés sur le plan local	69 300
Personnel temporaire recruté sur le plan local	133 600
Volontaires des Nations Unies	135 000
Voyages officiels du personnel	107 000
<b>Total partiel</b>	<b>832 778</b>
<b>Dépenses récurrentes</b>	
Location des locaux	28 000
Charges (électricité, etc.)	18 100
Fournitures de bureau et autres articles consommables	27 000
Services de communications	31 000
Réparation et entretien du matériel	13 500
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	59 000
Mise en place des bureaux et réparations	8 000
<b>Total partiel</b>	<b>184 600</b>
<b>Matériel et autres dépenses fixes</b>	
Location de véhicules	71 400
Matériel de télécommunications	13 500
Dépenses locales de sécurité	33 300
<b>Total partiel</b>	<b>118 200</b>
<b>TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>1 135 578</b>

<b>ANNEXE II: CADRE LOGIQUE</b>			
<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Risques et hypothèses</b>	<b>Ressources nécessaires</b>
<p><b>Effet direct du Plan cadre (2007-2011)</b></p> <p>D'ici 2011, l'accès à des services sociaux de qualité, classés par ordre de priorité, sera amélioré et rendu plus équitable tout comme leur utilisation; l'accès à une éducation de base de qualité sera amélioré et rendu plus équitable</p> <p>D'ici 2011, la capacité des institutions publiques et privées de s'acquitter de leur tâche sera renforcée et un plus grand nombre de personnes participeront aux activités de gouvernance et de plaidoyer en vue de promouvoir les droits de l'homme, conformément à la Déclaration du Millénaire; l'efficacité, l'efficacité, la transparence et l'obligation redditionnelle de l'administration publique seront renforcées aux niveaux central et local</p>	<p>Taux net d'inscription à l'école primaire et données effectives sur la scolarisation; taux d'abandon par niveau d'études; taux d'achèvement des études primaires; taux moyens de redoublement dans le primaire; taux d'abandon et de redoublement en première année; toutes les données sont ventilées par sexe et par groupe ethnique</p> <p>Élaboration et mise en œuvre à l'échelle du pays d'un programme de formation de la fonction publique nationale; analyse fonctionnelle des services publics, comportant notamment des définitions d'emploi précises pour que les compétences du personnel correspondent mieux aux exigences des postes</p>	<p>Le recensement de 2005 et ses projections permettent d'obtenir ces indicateurs</p>	<p>59,6 millions de dollars (2007–2011)</p> <p>10 millions de dollars (2007–2011)</p>
<b>COMPOSANTE 1: ALIMENTATION SCOLAIRE</b>			
<b>Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition</b>			5,9 millions de dollars (2011)
<p><b>Effet direct 1</b></p> <p>Accès accru à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles recevant une assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre de filles et de garçons inscrits; objectif de 3% atteint</li> <li>➤ Ratio filles/garçons parmi les enfants inscrits = 90%</li> <li>➤ Taux de passage dans la classe supérieure pour les filles et les garçons = 75%</li> <li>➤ Taux d'abandon et taux de poursuite des études: diminution annuelle moyenne du nombre de filles et de garçons qui abandonnent leur scolarité; objectif de 2% atteint</li> </ul>	<p>Coordination avec les partenaires de développement en place</p> <p>L'éducation reste une priorité nationale en République démocratique populaire lao</p>	

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

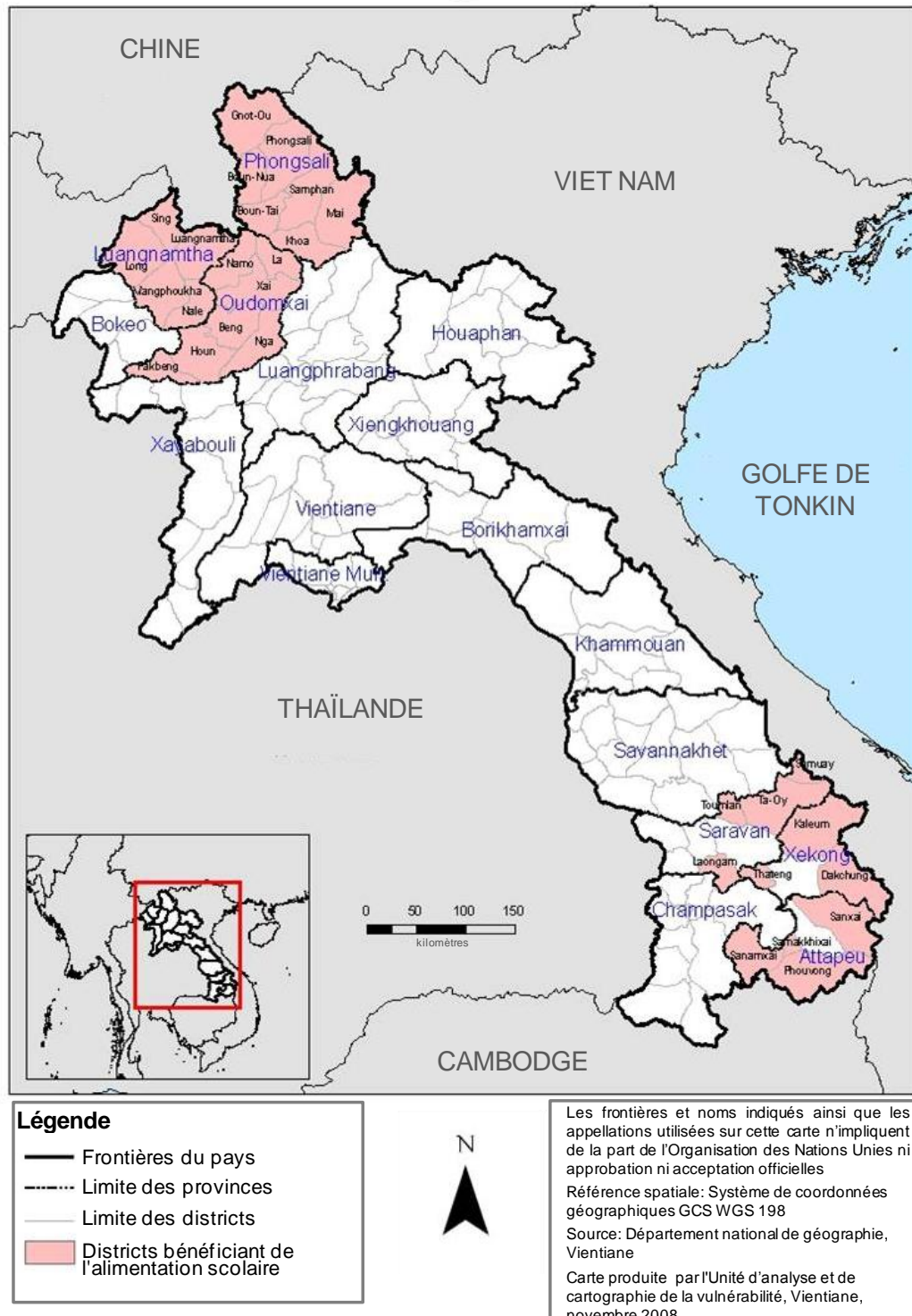
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<p><b>Produit 1</b></p> <p>Articles alimentaires et non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés, dans de bonnes conditions de sécurité</p> <p>La couverture des activités d'alimentation scolaire correspond au programme de travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombres de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des articles alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en % des chiffres prévus</li> <li>➤ Volume de produits alimentaires distribués, par type, en % des chiffres prévus</li> <li>➤ Volume d'articles non alimentaires distribués, par type, en % des chiffres prévus</li> <li>➤ Nombre d'écoles recevant une assistance du PAM</li> </ul>	<p>Capacités du personnel adéquates</p> <p>Ressources suffisantes et disponibles en temps voulu</p> <p>Vivres distribués au moment voulu</p>	
<p><b>Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</b></p>			<p>300 000 dollars = 25% des autres coûts opérationnels directs et des coûts d'appui directs en 2011</p>
<p><b>Effet direct 2</b></p> <p>Amélioration des possibilités de commercialisation au niveau national, associée à des achats locaux rentables pour le PAM</p> <p>Progrès vers la mise en œuvre de solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Denrées alimentaires achetées localement, en % des vivres distribués dans le pays</li> </ul> <p>Objectif: 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise au point et application de la stratégie de transfert des responsabilités</li> </ul> <p>Objectif: 1</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'écoles bénéficiant de l'assistance du PAM prises en charge par le programme gouvernemental</li> </ul> <p>Objectif: 10</p>	<p>La République démocratique populaire lao maintient sa volonté politique d'assurer la transition vers un programme national</p> <p>Disponibilité des fonds</p>	

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses	Ressources nécessaires
<p><b>Produit 2</b> Denrées alimentaires achetées localement</p> <p>Stratégies de transfert des responsabilités convenues en place</p> <p>Renforcement des capacités et de la prise de conscience grâce aux activités et à la formation organisées par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Volume de denrées alimentaires achetées localement, par type et par catégorie de pays</li> <li>➤ Denrées alimentaires achetées localement, en % de la quantité totale achetée</li> <li>➤ Nombre de stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et les gouvernements nationaux</li> <li>➤ Nombre de plans d'action nationaux qui comprennent des allocations budgétaires pour la lutte contre la faim et des stratégies touchant la sécurité alimentaire et nutritionnelle</li> <li>➤ Nombre de personnes formées aux questions relatives à l'alimentation scolaire, par sexe et par catégorie: PAM, fonctionnaires nationaux</li> </ul>	<p>Capacités du personnel adéquates</p> <p>Ressources suffisantes et disponibles en temps voulu</p> <p>Accès à des fournisseurs locaux appropriés</p>	

## ANNEXE III

## Districts bénéficiant de l'alimentation scolaire en République démocratique populaire lao, 2010



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.